

Musée de Tervuren : décolonisation impossible ? Entre la diaspora africaine, les scientifiques et les muséologues, l'explosion est permanente.

A.-B. Ergo

Sous ce titre, Cédric Vallet, journaliste français du journal *Libération*, accrédité en Belgique, publie dans le revue trimestrielle MÉDOR, un article qu'il débute en faisant appel à la notoriété de Débora Silverman pour critiquer et juger les collections du musée d'une ampleur colossale : *Forêt pétrifiée du colonialisme constituée par l'extraction massive d'animaux, d'artéfacts, de produits, pendant les décennies léopoldiennes. On a dépouillé des ressources culturelles et naturelles à une échelle inimaginable.*

Je me méfie toujours des phrases retirées de leur contexte, surtout si elles servent à justifier les propos de l'auteur soulignés dans la suite du texte : *Ce musée et cette collection (curieux singulier) sont intimement liés à l'histoire coloniale de la Belgique et plus particulièrement à l'entreprise personnelle de Léopold II, qui dirigea seul (sans jamais y avoir mis les pieds) l'État Indépendant du Congo de 1885 à 1908.*

Pour bien faire comprendre au journaliste ce qu'était l'EIC en 1900, prenons deux exemples : celui d'un crime qui serait commis à Venise alors que les seuls tribunaux de la région seraient situés à Madrid, Paris, Copenhague et Moscou, et que le juge de Paris ne puisse se rendre à Venise que par voie d'eau. Cela est comparable à la l'échelle et à la couverture du Congo à l'époque ; un problème d'espace, de temps et de moyens ! Précisons que l'âge moyen du décès des expatriés blancs est, au Congo, de 31 ans. D'autre part, quel risque idiot prendrait un VIP de cinquante ans (en 1885) en se rendant dans une région où des jeunes gens en bonne santé disparaissent en nombre durant leur premier séjour. La reine Victoria de Grande Bretagne ne s'est d'ailleurs jamais rendue dans son empire d'Outre-Mer probablement pour des raisons similaires.

Fermons cette parenthèse qui était nécessaire pour bien souligner la nature, la complexité et l'amplitude du problème sur place, à l'époque, du moins dans le Haut Congo

Il faut souligner également que, dès la première expédition envoyée en Afrique centrale via Zanzibar, on trouve chez celle-ci un docteur en sciences (botanique), à côté d'un médecin et d'un militaire d'académie, ce qui montre clairement les orientations que l'AIA désire développer par la présence européenne dans cette contrée de l'Afrique, la science, la santé et l'ordre. Soulignons au passage, pour les sociologues de salon qui jugent les pionniers, que ce sont trois universitaires.

Pour en venir au musée de Tervuren que certains souhaitent décoloniser il faut être conscient qu'il fut, durant de très longues années, uniquement le fief des scientifiques et plus particulièrement des systématiens, sauf dans la section économie où on pouvait trouver un laboratoire d'analyse qui se séparera d'ailleurs très vite du musée tout en restant proche et toujours axé sur le monde tropical.

En 1960, il y a six conservateurs et six conservateurs-adjoints qui occupent une quinzaine de techniciens. Le reste du personnel se compose de gardiens et d'administratifs. Après 1960, le staff du musée s'agrandit de scientifiques revenus d'Afrique et ce n'est que tard dans les années septante qu'on parlera de muséographie (certains parleront de muséologie) avec Mademoiselle Van Geluwe laquelle aménagera d'une façon nouvelle une aile ethnographique du musée. La salle de géologie sera renouvelée et présentée de manière nettement plus didactique. Les conservateurs retraités, qui avaient toujours un pied à terre au musée pour y poursuivre leurs recherches, cèdent progressivement la place. Il faut préciser que tout ce monde, et les collections, se partagent difficilement les combles et les caves avec des ateliers (menuiserie, imprimerie, électricité) créés par le directeur ir. Cahen, seuls moyens de permettre la rénovation des salles, la mise en place d'expositions temporaires et la multiplication des publications scientifiques. Un technicien du musée (Doutrelepont) avait même imaginé puis monté une espèce de jeu de piste pour les écoles dont les élèves devaient trouver, dans les salles, des réponses à certaines questions relatives à l'Afrique ; des initiatives en concordance avec les maigres moyens alloués. La section Histoire ne comptait que deux historiens dans les

années septante, historiens qui ont néanmoins réussi à amener en Belgique, avec le concours d'une banque, les archives Stanley, protégées depuis dans un conservatoire du musée.

Sous la direction du Dr. ir. Thys van den Audenaerde, les expositions temporaires ont été multipliées et diversifiées, des ateliers ont été imaginés puis créés, l'entrée du musée a été payante et la réouverture définitive du CAPA a permis de désengorger le bâtiment central de certaines collections, tout en permettant d'imaginer et de proposer une rénovation du bâtiment classé.

Des comptages de visiteurs, par salle, ont été instaurés, pour s'apercevoir que la salle, la plus visitée et de loin, était la salle d'économie (curieusement supprimée aujourd'hui) la plus obsolète à l'époque, mais celle qui intéressait le plus les milieux de l'éducation. On a même demandé à notre centre de recherches (CIDAT-CITLO) de repenser le contenu et la présentation de cette salle.¹

Cette longue énumération non exhaustive a pour but de démentir l'assertion qui prétend que rien n'avait bougé au musée depuis la période coloniale, *que l'exposition permanente était figée depuis 1959*. On doit à la vérité d'ajouter que durant toute cette période, le musée a perdu les donations généreuses des compagnies coloniales, a subi les aléas de la politique nationale en étant ballotté d'un ministère à un autre et a dû se défendre d'affirmations formelles accompagnées de « preuves » aisément contestables, relatives à l'histoire coloniale de l'état belge.

Décoloniser le musée voudrait dire que celui-ci existe, aujourd'hui, dans un état de subordination, de dépendance ; par rapport à quoi ou par rapport à qui ?

Le nom du musée en passant de Musée royal du Congo belge à Musée Royal de l'Afrique centrale avait déjà été logiquement décolonisé en 1960 en s'affirmant comme le musée de l'entière du bassin du fleuve Congo ; mais le nom n'était pas encore assez décolonisé, des esprits chafouins trouvaient gênant le mot Royal qui n'avait pourtant rien à voir avec Léopold II, mais qui avait été accordé à une institution belge ayant 50 années d'existence, comme c'est la coutume dans le pays.

L'intelligence n'a pas été donnée en partage : en choisissant le nom « Africamuseum » on a réduit, en langue française, dans le nom, l'activité de musée aux sciences naturelles et on a extrapolé cette activité, de manière inconsidérée, à l'Afrique entière.

L'idée de décoloniser le musée prend corps au début des années 2000 après l'exposition temporaire « Exit Congo Museum ». On a vu que l'exposition permanente n'était pas si permanente que cela dans le temps, mais le désir de changement était néanmoins légitime, encore fallait-il, dans les salles scientifiques, que les muséographes ne soient pas en porte-à-faux avec les contenus des sciences.

Vers cette époque, on avait mis en place le COMRAF (Comité MRAC-Asbl belges d'afro-descendants) comme organe consultatif et parmi ces derniers, durant l'interruption du musée, on avait choisi comme « experts », 6 érudits africains de la diaspora provenant du monde de l'art ou de l'université.

Mais les contacts informels entre ces « experts » faisaient apparaître des propos de ce type : ... Il faut être patient, nous avons un pied dans le musée, nous n'y sommes pas encore tout entier ... Des experts ou des sangsues ?

Aujourd'hui on prétend que la décolonisation du musée a été ratée ! Assertion étonnante quand on constate qu'une religieuse missionnaire qui a passé sa vie au Congo, sort désorientée du musée, pour ne pas écrire triste ; c'est comme si les missions n'avaient jamais existé.

Je vais rassurer les « décolonisateurs », une certaine décolonisation existe depuis longtemps et je l'ai rencontrée, sur place en Afrique, en prenant connaissance de rapport confidentiel d'experts (encore !) de l'ONU. Je cite textuellement : ... *la médecine de luxe pratiquée au Congo par les colonialistes belges qui fait, qu'au moment de son indépendance, ce pays a sur le plan médical 20 ans d'avance sur tous les pays africains. Ni le gouvernement congolais, ni l'OMS ne sont en mesure de soutenir un effort de pareille envergure. Le gouvernement congolais a d'ailleurs parfaitement compris que la politique belge en matière de santé, a suscité des problèmes démographiques et économiques qui se poseront avec une acuité sans cesse croissante au cours des prochaines années. En effet, cette politique a contribué à maintenir en vie des milliers d'individus qui, dans des conditions normales que connaissent tous les pays sous-développés, devraient être morts. La politique de l'OMS vise à provoquer, dans des limites budgétaires acceptables, des progrès*

durables dans de vastes ensembles géographiques, réunissant un certain nombre de pays, voire un continent entier. Par conséquent, l'avance du Congo ex-belge sur les autres pays d'Afrique doit être amortie. Une course vers le progrès...à reculons ! Amortissez, amortissez ! Quand le sida et l'ébola apparaîtront, on accusera quand même la médecine de luxe de l'époque sur laquelle le musée sera resté muet !

Je ne suis pas médecin. Modeste ingénieur en agronomie des régions chaudes j'aurais dû plutôt rappeler la triste disparition de l'INEAC et de l'IRSAC les fleurons de la recherche au Congo et les 700 ingénieurs agronomes de la colonie dont le musée ne parle pas davantage (Plus que n'en avait la FAO pour le monde entier). De la recherche de luxe, probablement.

Cinq « experts » de l'ONU sont passés récemment en Belgique et vont rédiger un rapport dont on connaît déjà la substance ; ils font leur métier, comme les journalistes font le leur ; du moins le croient-ils.

Les modèles Ryckmans et Rebuffat² sont morts depuis longtemps !

1. CIDAT (Centre d'informatique appliquée au développement et à l'agriculture tropicale) 1969-1999. Centre de recherches rattaché au Patrimoine du MRAC.
2. Ryckmans, ancien gouverneur du Congo belge, représentant brillant et lucide de la Belgique à l'ONU . Rebuffat est un brillant journaliste éditorialiste du journal LE SOIR.